

100.000 kilos
DE VIANDE
perdus aux Halles

UN ORDRE DU JOUR DE L'UNION POUR LE SUFFRAGE DES FEMMES

EXCELSIOR

10^e Année. — N° 3.124. — 15 centimes. — Étranger : 20 centimes. « Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLEON
Pierre Lafitte, fondateur. Téléphone : Gutenberg 02-73 - 02-75 - 15.00. — Adresse télégr. : Excelsior-Paris. 20, rue d'Enghien, Paris.

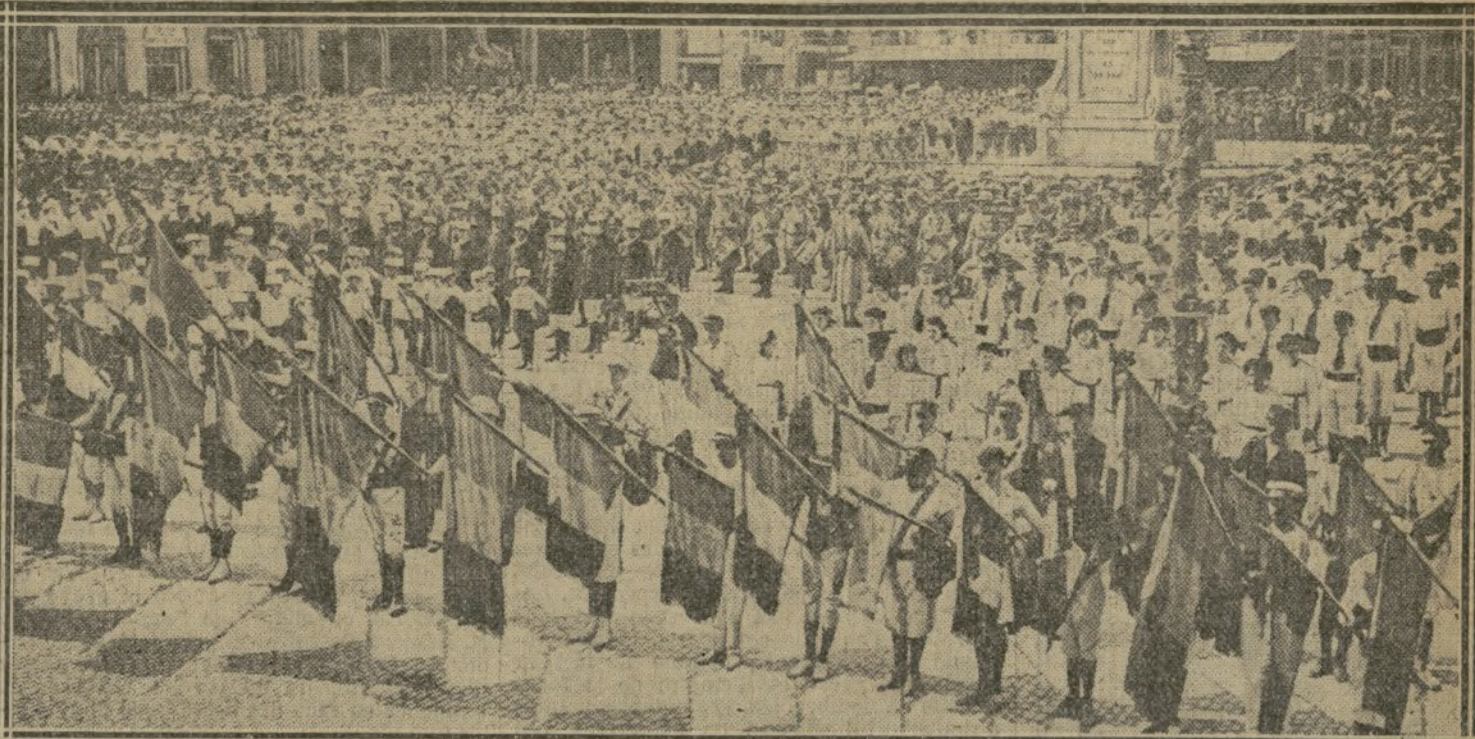
MARDI
10
JUIN
1919

Celui qui croit se
venger en déplaisant
se fait plus de mal
qu'il n'en fait aux
autres.
Chevalier DE MÉRÉ.

LA FÊTE DE GYMNASTIQUE DE LA VICTOIRE A NANCY



ARRIVÉE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE AU PARC SAINTE-MARIE



LA PRÉSENTATION DES ÉTENDARDS DES SOCIÉTÉS SUR LA PLACE STANISLAS



UNE PETITE LORRAINE EMBRASSE "LES OFFICIELS"
Avant-hier dimanche, se sont déroulées les fêtes fédérales de gymnastique, les premières qu'on ait vues depuis 1914. Sur notre première photo le président de la République est entre M. Lattès, président de la Préparation militaire, et M. Simon, maire de Nancy. Sur la troisième on voit le général de Maud'huy et



LE "GYMNASTE DE LA VICTOIRE"

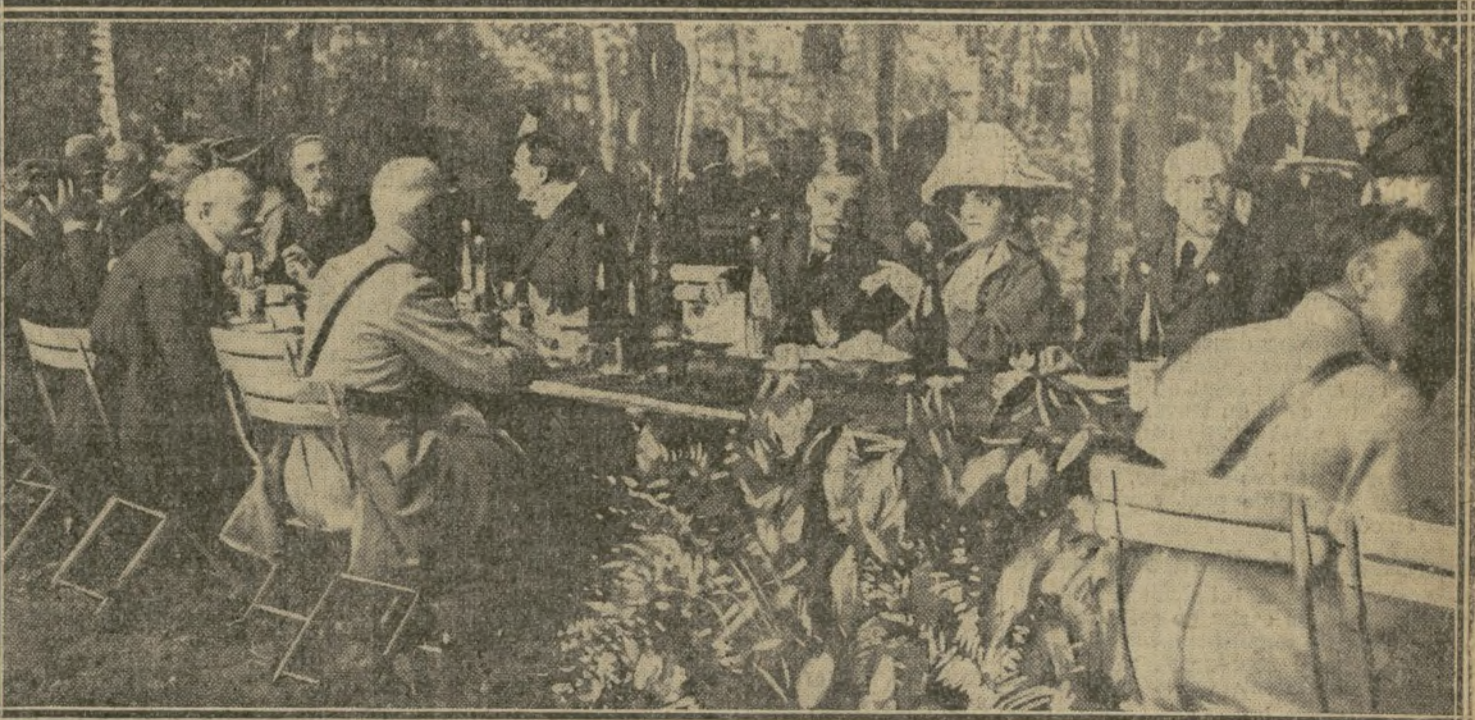


LE MAIRE DE MULHOUSE REÇOIT LE DRAPEAU DE SES GYMNASTES
M. Samain, le fameux président de la "Lorraine Sportive". La statue du "Gymnaste de la Victoire" a été fondue avec des canons allemands. On voit sur le dernier de nos clichés M. Oberlin, maire de Mulhouse, venant reprendre le drapeau des gymnastes mulhousiens, confié à l'Union fédérale après 1870.

LA JOURNÉE OFFICIELLE DU JUBILÉ DU TOURING-CLUB



UN DÉJEUNER DES MEMBRES DU TOURING QUI CAMPENT EN FORÊT DE MARLY



A CÔTÉ : LE DÉJEUNER OFFICIEL. — M^{me} POINCARÉ ENTRE M. BALLIF ET M. POINCARÉ



LA DISTRIBUTION DE LA SOUPE AUX BOY-SCOUTS
C'est hier qu'avait lieu la "Journée" officielle des fêtes du Jubilé du Touring-Club de France, dans les bois de Marly, non loin de Saint-Nom-la-Bretèche, où de nombreux membres du Touring et quantité de boy-scouts, groupés autour de leur quartier général, faisaient du camping depuis la veille. Le président



LE DÉFILÉ DES "VIEUX CYCLES"



M. POINCARÉ DISCOURT AU Q. G. DES BOY-SCOUTS

de la République et Mme Poincaré sont venus déjeuner en plein air avec les organisateurs de la fête, qu'un temps magnifique favorisait. L'après-midi, des exhibitions pittoresques ont égayé les assistants: défilé de vieux cycles et exhibition de vieilles autos. C'est tout près, pourtant. Et comme c'est loin, déjà!

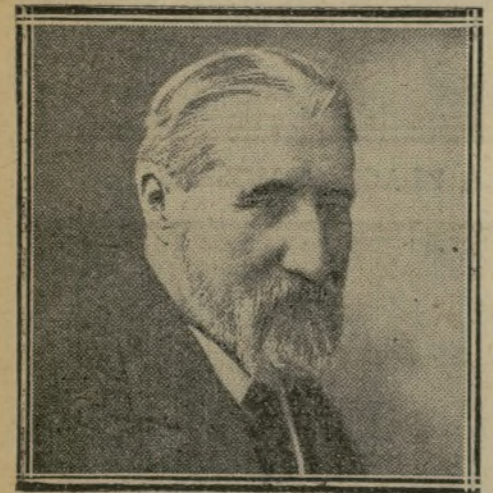
M. CHARLES GIDE CROIT POSSIBLE ET SOUHAITE UN ACCORD ENTRE LE CAPITAL ET LE TRAVAIL

Le professeur d'économie sociale comparée à l'Ecole de droit estime que les salaires devraient être variables et proportionnés au coût de la vie.

Il croit que le meilleur moyen de combattre la vie chère c'est de multiplier les sociétés coopératives de consommation.

C'est jour de fête, il fait une chaleur accablante, Paris est plongé dans une torpeur silencieuse, et les grèves, les grèves immenses elles-mêmes, semblent assoupies, car les grévistes sont aux champs. On n'en rencontre point sous le soleil ardent qui baigne les rues. C'est à eux que je songe pourtant, en m'acheminant vers la calme demeure de M. Charles Gide, dans la petite rue Descamps, à Passy. Le savant professeur d'économie sociale comparée à l'École de Droit a consenti à parler de la crise économique et sociale que la guerre a provoquée, qu'elle devait fatalement provoquer sur une plus ou moins vaste échelle. Qui, mieux que cet esprit hardi et généreux, pouvait envisager avec une équité plus lucide le grand problème posé par les événements actuels ?

Un peu avant la fin des hostilités, M. Charles Gide publiait une substantielle étude sur la législation sociale d'après guerre. Il y prévoyait, les difficultés que présenterait l'état transitoire du temps de guerre au temps de paix. Il passait notam-



M. CHARLES GIDE (Phot. Henri Mannel)

ment en revue les trois voies qui allaient s'ouvrir devant le législateur social : ou rétablir la « liberté du travail », dans un sens aujourd'hui désuet, c'est-à-dire abroger la législation protectrice du travail d'avant la guerre, et, par cette voie régressive, marcher à la révolution ; ou, comme on avait commencé au moyen de certaines lois — sur les sociétés à participation ouvrière, par exemple — tenter de réaliser l'union entre le travail et le capital ; ou, enfin, troisième politique, essayer d'établir la justice dans le contrat du travail.

Et M. Gide ajoutait :

« Il y a longtemps que le prophète Isaïe a dit : la paix est l'effet de la justice — mais il n'a pas dit : la justice est l'effet de la paix ; et c'est pourtant par cette intervention des termes que procèdent tous ceux qui cherchent à résoudre le problème, en commençant par l'union et la collaboration entre le capital et le travail. »

M. Gide, lui, s'en tient à la parole du prophète, et, avec toute sa sincérité scientifique, il cherche comment instaurer la justice pour amener la paix.

Le contrat collectif

Ainsi, le contrat collectif ne l'effraie nullement, sous deux conditions préalables, les deux piles de l'arche — ce sont ses expressions — qu'il faut jeter sur le fossé : la première, c'est que les patrons acceptent franchement, absolument, non seulement l'existence des syndicats, mais leur rôle de représentants des intérêts ouvriers et même de « leurs » ouvriers ; la seconde, c'est que les syndicats ouvriers acceptent, non moins franchement, non moins absolument, la responsabilité morale et pécuniaire des engagements qu'ils auront contractés. A défaut du contrat collectif, l'arbitrage obligatoire, Et, même avec contrat collectif, si un conflit ne peut être évité, que devra faire l'Etat, se demande-t-il. « Rien ? Laisser faire ? Mais le laisser-faire dans les conflits sociaux, c'est comme dans les conflits internationaux, c'est reconnaître le droit du plus fort, aujourd'hui celui du capital, demain, peut-être, celui du travail. Vis-à-vis de l'un comme vis-à-vis de l'autre, le rôle de l'Etat est d'établir la paix par le droit. »

On voit déjà, par ces citations, sous quel angle M. Charles Gide peut envisager les conflits en cours.

Les problèmes de l'heure présente

— Apprenez-vous, lui demandai-je, un moyen pratique de combattre cette crise et d'en prévenir de semblables ?

M. Gide répond doucement, avec, entre ses mots, de brefs intervalles de méditation :

— Si la situation actuelle devait se prolonger, on peut tout prévoir. La classe laborieuse se trouve dans un état de surexcitation assez concevable. Elle revient, en majeure partie, de la guerre, et après avoir longtemps escompté une paix fructueuse. Or, à peine de retour à la vie civile, elle se heurte à de grosses difficultés, au premier rang, à la vie chère. Et puis, tel travailleur était sous les armes officier ou sous-officier, tel autre y a gagné des décorations. Aujourd'hui que s'opère le reclassement de la société, chacun reprend sa place dans le rang. Encore si cette place était équivalente à celle d'avant guerre. Mais elle ne l'est plus. Les salaires ne correspondent plus au coût de la vie. Ajoutez-y le trouble causé par une longue, une très longue attente de la paix. Et voilà, en grande partie, l'histoire des grèves présentes.

— Aurait-on pu les éviter ? Aurait-on pu concilier les deux questions : hausse de prix et hausse des salaires ? Dans une certaine mesure, oui, je le crois.

— Et comment ?

— En publiant, en affichant, tous les trois mois, sur un tableau officiel, le pourcentage des prix, ce que nous appelons les nombres-indices, index numbers, et en établissant les salaires en proportion des prix, et cela de bonne grâce, de bonne foi, automatiquement, sans attendre une réclamation, du reste fatale.

— D'autre part, on eût pu combattre efficacement la vie chère en multipliant les sociétés coopératives de consommation, que

j'ai, pour ma part, depuis longtemps préconisées, et qui eussent, dans les circonstances actuelles, beaucoup servi à stabiliser les prix, ou tout au moins à diminuer sensiblement la hausse. Il fallait aussi procéder à une suppression énergique des éléments parasitaires : profits exagérés, augmentations non motivées et spéculations de toutes sortes. On a préféré recourir à la taxation. Elle a découragé la production, et, finalement, on ne l'a plus appliquée.

Les remèdes que j'indique ne sont pas toujours d'un emploi facile. Par exemple, l'ouvrier sera enclin à voir son salaire augmenter au fur et à mesure de l'augmentation des prix de la vie. Mais, si ces derniers diminuent, admettra-t-il une équivalente diminution du salaire ? C'est peu probable, quoique l'ouvrier se rende mieux compte qu'on ne le croit généralement de certaines difficultés industrielles. Tenez, les grèves actuelles dépassent très probablement la pensée des syndicats eux-mêmes. La grève n'est, d'ailleurs, qu'une nécessité pénible, un expédient. Les ouvriers ne sont pas sans savoir et sans regretter, j'en suis convaincu, qu'elle atteigne des innocents, comme le fait la guerre. La grève est l'emploi de la force — celle du nombre. Dans ce nombre, il entre aujourd'hui beaucoup de néophytes, qui n'ont ni discipline ni expérience. Cet élément nouveau n'est pas sans danger pour les syndicats, du moins momentanément.

Mais anciens et nouveaux syndiqués s'inclinent, selon toute probabilité, devant une législation conforme à leur désir de justice. Qu'on leur donne un statut du travail ; qu'on généralise le contrat collectif ; qu'on les garantisse contre un abaissement discrétionnaire du salaire et contre le renvoi sans motif ; partout, enfin, où il y aura quelque chance de succès, qu'on institue des conseils mixtes, tels qu'il en fonctionne déjà ça et là. Du jour où l'ouvrier saura que, quel que soit l'accroissement de sa production, son salaire pourra s'élever d'autant, et sans que la valeur de la main-d'œuvre sur le marché soit dépréciée, tout autre contraire, de ce jour, il mettra son point d'honneur à donner tout ce qu'il peut donner, et bien des sources de conflit seront tarées.

M. Charles Gide croit-il encore possible un accord entre le capital et le travail ? Le souhaite-t-il ? Aux deux questions, il répond affirmativement. Le vieux socialisme français y répondait de même, puisque, dans une exploitation, Fourier fixe la part du travail à cinq douzièmes, celle du capital à quatre douzièmes et celle du talent, de la direction, à trois douzièmes. Certaines associations ouvrières de production appliquent encore ce principe. Mais la discussion et la comparaison des anciens et des nouveaux systèmes ne pouvaient trouver place dans un entretien de quelques instants.

M. Charles Gide nous reconduisit, et, sur le seuil de sa porte, il nous dit, avec un sourire :

— Et puis, surtout, le bon, le meilleur remède à cette crise, je le crois, ce serait la paix. Qu'on se hâte de la faire !

René BARJEAN.

AU PALAIS-BOURBON

LE DÉBAT SUR L'ÉVACUATION D'ODESSA DOIT S'OUVRIRE CET APRÈS-MIDI

Un second ajournement est toutefois possible.

C'est cet après-midi que doit s'ouvrir, à la Chambre, le débat annoncé sur l'évacuation d'Odessa.

Six demandes d'interpellation sont déposées.

M. Georges Leygues, ministre de la Marine, doit répondre au nom du gouvernement.

Faisons observer qu'il est cependant possible que le débat soit ajourné une seconde fois.

En effet, les causes qui provoquent, jeudi, un premier renvoi subsistent. D'autre part, la Chambre voudra voter, auparavant, la proposition de loi de M. Durand sur la durée du travail dans les mines, dont elle abordera la discussion, ce matin, et le projet de crédits additionnels en vue d'attribution d'avances exceptionnelles de traitement aux employés civils de l'Etat, qui est inscrit à l'ordre du jour avant les interpellations.

Et tout cela peut très bien tenir les deux séances d'aujourd'hui.

LES CONFLITS OUVRIERS

HIER, LES SERVICES DE TRANSPORTS ONT MIEUX FONCTIONNÉ

On annonce qu'ils s'amélioreront encore aujourd'hui.

De nombreuses réunions syndicalistes se tiendront aujourd'hui et des efforts seront faits pour résoudre rapidement tous les conflits.

De bonne heure dans la matinée, des chômeurs, entre autres les monteurs électriciens et les ouvriers des usines de produits chimiques, avaient tenu de courtes réunions, destinées à maintenir le contact entre les grévistes. Mais à l'heure du déjeuner la Bourse du travail ferma ses portes.

Meetings au Bois

Au Bois de Boulogne, les grévistes des tramways entendirent Jaccoud, Lesoupeur et des orateurs représentant les diverses catégories de travailleurs intéressés. Deux ordres du jour furent votés : l'un répondant aux affirmations des compagnies en ce qui concerne l'application des accords et contrats ; l'autre protestant contre l'incident de grève que nous avons mentionné hier ; coup de revolver d'un employé pris à partie.

Rendez-vous a été pris pour ce matin, à 10 heures, au gymnase Huygens.

Rappelons qu'aucune tentative n'a été faite jusqu'ici pour résoudre la grève des transports, en dehors de l'appel des élus. M. Flanquette est décidé, paraît-il, à demander au Conseil municipal, dans sa séance d'aujourd'hui, de mettre les ouvriers et employés en face des directions, pour tenter une conciliation à tous égards désirable.

Toutes les lignes de métro marchent

Les employés restés à leur poste, les ingénieurs et les jeunes centraux qui ont apporté leur concours volontaire ont permis de rendre à la circulation, dès hier, la totalité des lignes du Métropolitain, avec un nombre de rames réduit, il est vrai.

Mesures d'ordre

En raison de la reprise du travail escomptée par les compagnies, des mesures d'ordre importantes seront prises pour assurer aujourd'hui la liberté du travail. C'est ce qui semble ressortir de la réunion à laquelle ont été convoqués, hier, les commissaires de police de banlieue et les officiers de paix.

LES MÉTALLURGISTES

Depuis l'interruption des pourparlers que nous avons signalée, calme absolu et attente.

On espère que les pourparlers vont reprendre.

Une grande réunion d'ensemble de la voiture-aviation aura lieu cet après-midi, à 14 h. 30, à la Maison des Syndicats.

Les conseils syndicaux des métaux et de la voiture-aviation se réunissent ce matin, à 9 heures, à la Bourse du travail.

LES GENS DE MER

Le 29^e congrès national fédéral des inscrits maritimes s'ouvrira, aujourd'hui, à Paris. La question de la journée de huit heures aux inscrits maritimes est inscrite à l'ordre du jour.

A ce sujet, une grande réunion a eu lieu à Nantes. Mandat a été donné au comité de la fédération de mener à bien, dans la grève générale, la réalisation des revendications corporatives.

En fin de séance, l'assemblée a ratifié la décision du conseil fédéral fixant au 15 juin le délai accordé au Parlement pour réparer cette injustice sociale envers les travailleurs de la mer, et déclaré que, passé ce délai, ces derniers emploieraient leur puissance syndicale et la force de leur discipline nationale pour obtenir le vote de la loi.

Des décisions analogues ont été prises au Havre et à Bordeaux. Le congrès qui s'ouvre, aujourd'hui, à Paris, présentera, de ce fait, une importance extraordinaire.

A LA C. G. T.

Le Bureau confédéral de la C. G. T. nous a communiqué l'information suivante :

La commission administrative de la C. G. T. examinera ce soir la situation générale des grèves en cours.

Dans la journée, le Comité interdépartemental se réunira pour fixer son attitude, en application des dernières décisions du Comité National de la C. G. T. Il prendra des décisions en raison des revendications formulées par la Fédération des travailleurs du sous-sol et Inscrits maritimes.

Le Bureau confédéral constate la rupture des pourparlers entre les grévistes et le patronat de la métallurgie. Il dénonce la complicité gouvernementale et les procédés d'intimidation et de répression en préparation.

Le Bureau confédéral considère que la classe ouvrière se trouve en présence de provocations, que celle-ci saura déjouer par son bon sens et son esprit de résistance.

Ce soir, réunion des syndicats de cheminots qui doivent adresser au comité confédéral l'ultimatum dont nous avons parlé.

LE SUFFRAGE DES FEMMES

DES FRANÇAISES SE SONT RÉUNIES EN UN CONGRÈS

Elles ont acclamé, hier, un ordre du jour demandant au Sénat de voter sans délai la réforme adoptée par la Chambre.

Elles ne se dissimulent pas la difficulté de leur tâche.

L'Union Française pour le suffrage des femmes donnait, hier, salle du Musée social, sous la présidence de Mme Witt-Schlumberger, son premier congrès.

De nombreuses déléguées de province, représentant des groupements importants, avaient répondu à la convocation. Les questions relatives au droit de vote, aux œuvres d'assistance sociale, à l'allaitement de l'enfant, à l'enseignement furent discutées. Mmes Suzanne Grimberg, C. Brunschwig, Alice La Mazière, Robert Crémieux, Juliette François-Raspail et Pauline Rebours prirent tour à tour la parole. De nombreux rapports, clairs et compréhensifs, furent lus. Aux problèmes les plus ardues les femmes proposent des solutions qui tiennent à la fois de la raison et du cœur.

Mme François-Raspail a ensuite l'exposé de son enquête dans les milieux ruraux. Mal préparées encore, les femmes de meurent hésitantes, mais point hostiles. Le Midi — qui l'eût dit ? — bouge à peine... la Bretagne réfléchit... la Normandie, comme il fallait s'y attendre, se réserve : elle ne dit ni oui ni non.

Cependant, dans beaucoup de campagnes, les femmes avaient ingénument le désir d'être conseillées. « Envoyez-nous, dit une fermière, des femmes comme il faut, pas trop voyantes... mais tout de même gentilles ; des Parisiennes... Elles nous instruiront... on les écoutera. »

L'IDÉE CHEMINE

Doucement, grâce à quelques zélatrices dévouées, l'idée chemine, et les femmes qui se défendent non sans éloquence d'être ou des agents de régression ou des agents de révolution, et prétendent tirer de la saine logique, sans nulle grandiloquence inutile, leurs meilleurs arguments, font des adeptes. Rien de ce qui touche à la puériculture ni aux œuvres d'assistance ne laisse l'auditoire indifférent. Après que Mme La Mazière eut lu, sur la mortalité infantile, le plus terrifiant et le plus lumineux rapport, il y eut, pendant un moment, l'unanimité sacrée.

Pourquoi faut-il que quelques oratrices improvisées interrompent, de leur place, les déléguées, et donnent, un instant, à l'assemblée, un avant-goût de réunion électorale ? Mme Witt-Schlumberger mit tout le monde d'accord et, par quelques phrases raisonnables, ramena le calme. L'ordre du jour suivant fut voté à l'unanimité :

L'ORDRE DU JOUR

Le Congrès de l'Union française pour le suffrage des femmes, réuni au Musée social le 9 juin 1919, a voté à l'unanimité l'ordre du jour suivant :

« Considérant que les femmes paient des impôts comme les hommes, qu'elles sont soumises à des lois qu'elles n'ont ni élaborées ni votées, qu'elles méconnaissent leurs droits et les traitent en mineurs ;

« Considérant que dans le conflit actuel elles ont montré quelle pouvait être la valeur de leur action sociale et donné la mesure de leur sens pratique ;

« Considérant que dans le moment où le royaume des énergies leur collaboration à la vie politique et administrative aurait les plus heureux résultats, notamment en ce qui concerne les questions d'assistance sociale, d'hygiène publique et de lutte contre l'alcoolisme, la tuberculose, la dépopulation ;

« Considérant que la participation des épouses et des mères au suffrage serait une des meilleures garanties de la paix future,

« Rend hommage à l'esprit de justice qui anima les députés lorsqu'ils ont reconnu dans la séance du 20 mai 1919 les droits politiques de la femme, et leur en exprime sa profonde reconnaissance.

« Fait appel à l'esprit d'équité de MM. les sénateurs pour achever l'œuvre de réparation commencée par la Chambre des députés ;

« Leur demande d'écouter la voix des femmes organisées qui sont fermement résolues à lutter énergiquement pour que l'égalité des sexes devant la loi soit enfin reconnue.

Insiste pour que la réforme soit votée sans délai, afin que les Françaises puissent prendre part aux prochaines élections.

« Rappele à ceux qui hésitent encore la formule de Condorcet, qui reste celle des femmes et des vrais républicains :

« Aucun individu de l'espèce humaine n'a de véritables droits ou tous sont les mêmes, et celui qui vote contre le droit d'autrui, quels que soient sa religion, sa couleur ou son sexe, a, dès lors, abjuré les siens. »

Les femmes ne se dissimulent pas la difficulté de leur tâche et n'ignorent pas que réclamer de nouveaux droits, c'est surtout assumer de nouvelles responsabilités et s'imposer de nouveaux devoirs. — H. G. —

UN CHARNIER AUX HALLES

CENT MILLE KILOS DE VIANDE IMPROPRE A LA CONSOMMATION

Elle pourrissait sur le carreau. On l'a enlevée hier matin.

« C'est, déclare-t-on, la faute des expéditeurs, d'une mauvaise organisation des transports et du manque de frigorifique ».

On a parlé du déplacement des Halles par mesure de salubrité publique. C'est bien là, en effet, une réforme qui s'impose, surtout en cette saison. Il suffit, pour se faire une opinion, de s'aventurer jusqu'à la pointe Saint-Eustache, et il n'est pas été prudent, hier, d'aller un peu plus loin pour son plaisir. Cependant, nous avons voulu approcher du centre d'un foyer pestilentiel et, guidé par une effroyable odeur, nous l'avons trouvé au pavillon de la boucherie, devant les services de l'inspection vétérinaire. Cette odeur de charnier eût-elle été moins forte, que nous aurions été guidés par des gens qui manifestaient tout haut leur indignation et prononçaient le mot « scandale ». Que s'était-il passé ? Rien de moins, rien de plus que ceci : des milliers de kilogrammes de viande « fraîche » nous voulons dire non frigorifiée, avaient été déclarés impropres à la consommation, et ils achevaient de pourrir là, hideux amoncellement de charognes, véritable montagne de chairs putréfiées, déjà vertes, qui ne diminuaient que lentement, au fur et à mesure qu'on en chargeait des voitures.

Comme le photographe qui nous accompagnait braquait son objectif, un agent s'approcha, écarta le bras et formula une interdiction, mais il est, heureusement, nouveau, permis de photographier dans Paris.

A quatre heures et demie, il restait encore sur le carreau un tas énorme de quartiers de bœuf, de porcs et de moutons entiers, et le service des tombereaux semblait s'être arrêté. Y avait-il, là aussi, une grève des transports ?

En dépit de l'odeur écœurante, nous avons voulu faire une enquête sur place, et voici les explications que nous avons enregistrées :

« On a prétendu que pour maintenir les cours les intéressés avaient préféré perdre cette viande plutôt que de la laisser périr à vil prix. Ce n'est pas exact. Par suite de nombreux départs, justifiés par deux jours de fête, l'offre a emporté sur la demande, ce qui a déterminé une baisse sensible des prix — du moins ici, parce que, en ce qui concerne les détaillants... La vérité, c'est que cette viande était déjà avariée lorsqu'elle est arrivée. Cela résulte des chaleurs, d'un défaut d'emballage et d'une mauvaise organisation des transports. Des expéditeurs ne prennent pas les précautions indispensables. Ils mettent en route une viande encore chaude, en laissant le gras et les parties qui s'altèrent le plus facilement. D'autre part, les wagons ne sont pas aménagés pour le transport des marchandises périssables. Ils devraient être à basse température, et de telles pertes ne pourraient être évitées tant qu'on n'aura pas mis en circulation un matériel spécial en quantité suffisante.

« A combien s'élève cette perte ? On nous a parlé de 300.000 kilos.

« On a considérablement exagéré. Les arrivages du samedi, qui sont les plus importants, ne dépassent pas ce chiffre. Il y en a une centaine de tonnes tout au plus.

« Cela nous fait cent mille kilos, et par ces temps de vie chère le fait peut être jugé scandaleux.

Dites simplement « regrettable », car il tient d'un ensemble de causes dont personne n'est particulièrement responsable. Sans doute il eût mieux valu distribuer cent grammes de viande fraîche à deux cent mille ménages, mais ce sont là des deux rétroscrits et à aucun moment on n'a eu le choix entre deux solutions. C'est la perte qui s'est imposée, et, comme conséquence, vous aurez un relèvement des cours, car il faut bien que ceux qui l'ont subie se rattrapent, n'est-ce pas ? — ROGER VALBELLE.

Fontan a dû atterrir en Espagne

Nous avons annoncé hier que le lieutenant Fontan avait quitté, dimanche matin, l'aérodrome de Villacoublay. Toute la journée de dimanche s'écoula sans qu'on eût aucune nouvelle du hardi aviateur. On pensait qu'il avait dû, devant la bonne tenue de son appareil, tenter de gagner le Maroc, première étape du raid Paris-Dakar. Mais l'inquiétude commençait à se manifester sérieusement hier matin, car les deux contre-torpilleurs mis par le ministre de la Marine à la disposition du lieutenant Fontan, et qui devaient convoyer son avion pendant la traversée de la Méditerranée, n'avaient point signalé par radiotélégrammes qu'ils eussent vu le pilote.

Enfin, on a reçu hier après-midi une dépêche apprenant que Fontan, par suite d'une panne de moteur, a dû atterrir à 60 kilomètres de Saragosse, près d'Erramayo, en Espagne. L'avion s'est brisé à l'atterrissage. Le pilote et son mécanicien sont indemnes.

CROISADE CONTRE LA ROUTINE

ON PEUT FAIRE DANS L'ARMÉE DES ÉCONOMIES

M. Pichery, député du Loir-et-Cher, souligne le bénéfice que ferait l'Etat en démobilisant 5.000 officiers atteints par la limite d'âge.

Des emplois indispensables... à la manière de Courteline.

M. Pichery, député du Loir-et-Cher, a communiqué à la commission de l'armée un rapport concluant à l'opportunité de l'économie qui résulterait de la démobilisation de 5.000 officiers de tous grades, atteints par la limite d'âge, et maintenus comme indispensables.

Nous avons interrogé M. Pichery au sujet de la réforme qu'il propose, et il a bien voulu nous faire la déclaration suivante :

« L'armée est un immense organisme autonome, qui continue à fonctionner, depuis l'armistice, comme pendant la guerre, en vertu de cette force acquise que l'on nomme la routine.

« Certains rouages de cette machine, qui eurent leur utilité momentanée, tournent à vide aujourd'hui. Et il est infiniment plus difficile qu'on ne pense de toucher à ces engrenages délicats.

« Il existe dans l'armée, comme dans la plupart des administrations, hélas ! une politique des camarades. Des influences anonymes s'exercent en faveur de tel ou

tel, et les circulaires d'ordre général les mieux intentionnées finissent par rester lettre morte.

La circulaire n° 5958 D

« C'est ainsi qu'il n'a été tenu aucun compte de la circulaire ministérielle n° 5958 D, du 25 avril 1919, qui prescrivait la démobilisation de tous les officiers atteints par la limite d'âge. Un grand nombre d'officiers visés par cette circulaire — et tous ceux qui en ont fait la demande — sont maintenus dans des emplois qui sont loin d'être tous indispensables.

« Voulez-vous des exemples ? Il en est d'un homme savoureux, et que l'on croirait imaginé par Courteline.

« Le lieutenant-colonel X... ne faisons pas de personnalités désobligeantes — ancien officier de l'active, est maintenant sans emploi, au parfait mépris des instructions ministérielles. Il continue à toucher son traitement intégral sans être tenu à aucun service ! C'est le régime du bon plaisir. Ainsi les rois accordaient aux officiers de leur maison des bénéfices sur leur cassette particulière...

« Les régions envahies ont servi de prétexte et d'excuse à d'innombrables passe-droits. Sans doute, il convenait d'être large. Le maintien de certains officiers, particulièrement éprouvés dans leurs biens, s'imposait comme une mesure équitable. Mais on a un peu trop joué de cette corde sensible.

« Je pourrais vous citer un officier qui a été maintenu parce qu'il avait été marié dans le Nord — situation d'avant-guerre — sans profession — et qui habitait Moulins !

« Je connais d'autres maintenus, au titre des régions envahies, qui arguent du fait qu'ils étaient originaires de ces régions, où ils n'habitaient plus avant le 2 août 1914, et où ils n'avaient aucune propriété personnelle.

« Et né à Lille, Arras, Lens, Reims, dispensait de toute limite d'âge.

Pour un officier d'intendance

« Mais la plus cocasse des dérogations à la circulaire est celle qui concerne un officier d'intendance. Sa profession était celle de Père du Saint-Esprit, à Haiti. Il a été maintenu parce qu'il habitait l'Amérique centrale !

« Le vague de cette indication géographique n'a point arrêté l'administration militaire.

« Je pense, de bonne foi, qu'un certain nombre de services de l'armée, créés par la guerre, pourraient être supprimés, et leurs titulaires restitués à la vie civile, avec le minimum d'inconvénients et le maximum d'avantages pour le budget.

« En voici quelques-uns : la garde et la protection des établissements industriels travaillant pour l'armée ; le contrôle téléphonique à l'intérieur ; le contrôle postal ; le bureau central de renseignements pour chaque région militaire, qui double inutilement la police exercée par les soins des préfets ; les services de liaison établis, pour les régions de l'intérieur, entre les bureaux centraux de renseignements et les préfetures, etc.

« Ce serait à se demander si, dans ces départements, le téléphone ne fonctionnerait pas entre le cabinet du général commandant la région et le cabinet du préfet.

« Enfin, les aides inspecteurs de sursis, qui semblent actuellement superfétatoires.

« J'en passe, et des meilleurs. Le budget, avec ses charges innombrables, est impossible à boucler. Avant de faire appel au crédit public et aux impôts, de plus en plus lourds, il serait, semble-t-il, opportun de réaliser les économies immédiates qui s'imposent ! »



M. PICHERY

LES GRÉVISTES FONT LE LUNDI... DE LA PENTECOTE



DES CHOMEURS DES OMNIBUS EN PIQUE-NIQUE AU BOIS DE BOULOGNE

100.000 KILOS DE VIANDE PERDUS AUX HALLES



LA VIANDE AVARIEE A ETE ENLEVEE HIER TOUTE LA JOURNEE

ANTIQUITES ACHATS VENTES
MERCIER FRÈRES
100 F. ST-AURÉLIE PARIS

MÉDICATION DÉPURATIVE
CONSTIPATION
et ses Conséquences.
POUDRE LAXATIVE DE VICHY
De goût agréable.
Facile à prendre.
EFFICACITÉ CONSTANTE.
Le tube contient 20 doses.
Paris, 6, Rue de la Tacherie et Pharmacies.

L'OURS ET L'AMATEUR DE PARQUETS

par le VICOMTE DE BONDY

La mort, les blessures, les maladies chez les autres nous impressionnent dans la proportion où des accidents semblables paraissent pouvoir nous atteindre nous-mêmes.

Cette proposition n'est pas de moi, mais d'un monsieur âgé qui, avec la plus grande bonhomie, veut bien quelquefois me faire part de sa longue expérience de la vie, jointe à une clarté dans le jugement qui ne s'affaiblit pas le moins du monde.

Son aphorisme m'avait d'abord paru cynique ; je pus, peu de jours après, en vérifier la justesse. Quelqu'un que nous connaissions faisait contre les rhumatismes une cure de jus de citrons. Le traitement était progressif, la dose devant augmenter d'un citron tous les jours. Le trente-quatrième matin, il prit donc trente-quatre jus de citrons et mourut dans l'après-midi. C'était un homme encore dans la force de l'âge, et très répandu. La nouvelle de sa mort subite que j'eus l'occasion d'apprendre à quelques personnes commençait par effrayer chaque auditeur, mais je dois dire qu'à l'énoncé du détail des circonstances un soulagement unanime se manifestait aussitôt sur les physiognomies.

Je vis, par contre, une émotion beaucoup plus violente, suscitée vers la même époque, par l'annonce d'un autre monsieur qui, rentrant à Paris, de la chasse, avec une bourse, passa sous la voûte de sa maison, offrit un lièvre au concierge et, ce faisant, tomba mort. (Je rapporte seulement pour honorer sa mémoire son dernier acte de philanthropie qui n'eût avec le décès qu'un lien de coïncidence). Tout le monde fut épouvanté, car si chacun peut se résoudre à se priver de trente-quatre jus de citrons pour ne pas mourir, on ne connaît guère le moyen d'échapper à une mort qui se présente ainsi sans cause explicable.

Ce préambule est pour dire l'intérêt que je porte — en dehors de l'affection bien naturelle qui nous unit — à la santé de mon cousin Thomas, qui est de mon âge, à huit jours près. Cette similitude me porte à penser que ma vie doit être solidaire de la sienne, et à envisager mon parent comme une sorte de Peau-de-Chagrin que je surveille, selon les moments, avec satisfaction ou avec argoisme. J'éprouve chez moi l'apparition des infirmités, voire les simples indices de l'âge, et, une fois troublé sur lui, je les constate presque instantanément sur moi-même.

Je vais souvent le voir chez lui. Thomas n'a plus ses parents ; il doit hériter d'un vieil oncle qui, d'ailleurs, a l'air décidé à mourir le second, et, pour l'heure, il n'a pas beaucoup de fortune. Il habite donc dans un petit rez-de-chaussée d'une grande maison, et vit là, seul, au milieu d'un amoncellement de livres, ce qui prouve combien il est en fauchet état, car s'il avait une bonne santé il irait la dépenser au golf ou à des exercices athlétiques. Il faut reconnaître que c'est un pis-aller que d'être intellectuel ; cet aveu fait, on s'accoutume de l'être.

Thomas passe des soirées enfouies parmi ses bouquins ; il veille très avant dans la nuit ; c'est sa manie, il aime que le silence vivant de la grande ville qui dort soit tout autour de sa chambre ; il est heureux de se sentir, près de la lampe, une petite pensée lucide, toute seule, qui, au milieu du sommeil, semble avoir la mission de perpétuer la flamme.

Il se couche très tard, il se lève très tard ; sous ses fenêtres, il y a un bout de jardin et, en été, la branche d'un petit cyprès qui entre.

Depuis quelque temps, je trouve que mon cousin Thomas a mauvaise mine ; sa figure en peau de chagrin me semble se ratatiner. Je ne puis m'empêcher, hier, de lui en faire l'observation.

Ce que tu dis ne m'étonne pas, me répondit-il ; mon petit vieux, je ne dors plus. Il y a des gens qui sont venus habiter l'étage au-dessus d'ici et, depuis quatre mois, c'est tous les matins un charivari indescriptible.

L'année dernière, cet appartement est resté vacant, c'était exquis ; les nuits d'été, seulement, la concierge, qui faisait de ses locataires deux parts, ceux qui pouvaient supporter la cave, et ceux aux branches sensibles qui craignaient le refroidissement, envoyait les derniers se garer au-dessus de ma tête ; j'entendais un léger piteusement, comme de brebis, puis ces gens se tenaient bien sages.

Cet hiver, un jour, les ouvriers s'installèrent, et c'en fut fait à jamais de ma tranquillité, car les ouvriers, après deux mois de clouage, de sciage, de grattage, s'en allèrent, mais dans la pièce qui surmonte ma chambre on n'a pas posé de tapis.

Ah ! mon petit vieux ! il y a une promenade du mobilier, là, tous les matins ! Des domestiques qui, par paresse de soulever les fauteuils et les tables, les traînent, qu'ils aient ou non des roulettes ! Je subis toutes ces glissades gigantesques qui me sont comme des coups de râpe sur le crâne. Je n'en suis plus à compter mes migraines, c'est à devenir enragé ! Sans parler des anneaux de rideaux râclant sur les tringles, des volets de fer qui s'ouvrent avec fracas, en six claquements, trois de chaque côté, et de la chute lourde du meuble qu'on a flanqué par terre ; *promubim humi* bo. Et puis, il y a la carpe qui on bat à la fenêtre, et le plancher qu'on frotte, et une sorte de bille que je n'ai pu identifier et qui rebondit deux fois en donnant un fa dièze. Au bout de quinze jours de supplice, j'ai commencé par faire faire une observation aux domestiques. La réponse verbale qui m'a été transmise fut celle-ci : « Alors ! si on ne peut plus faire le ménage à 8 heures ! »

Cette réponse distinguée me plut assez, dis-je au pauvre Thomas ; c'est du Caliban bon style. Tu peux te livrer aux spéculations les plus sublimes, Caliban s'en f... ; à 8 heures, il fait le ménage.

Après un nouveau stade de patience, repris mon cousin, je me décidai à adresser au locataire lui-même une supplique digne, mais instable.

Il l'a répondu, interrompis-je, que lorsqu'on ne veut pas être incommodé par les voisins on n'a qu'à habiter un hôtel particulier ?

Non, C'est là que je l'attendais, en effet, pour pouvoir le juger. Mais je ne puis pas dire qu'il ait répondu cela. Il ne l'a pas répondu. Non, il n'a pas été muet, il m'a écrit une lettre plutôt gentille, très polie. Mais c'est bien plus que s'il avait été muet, mon petit vieux, nous avons affaire à un maniaque. Il prétend que le parquet de la pièce est tellement beau qu'il a un grand plaisir à le regarder et que ce serait un crime de le cacher par un tapis. Qu'est-ce que tu dis de ce motif ?

Où bien cet homme est un véritable artiste, m'écriai-je, ou il se fiche de toi. En tout cas, il est bien regrettable que, plutôt que de contempler son parquet, il n'ait pas simplement le goût, comme les fakirs, de contempler son nombril. Parce qu'alors un tapis

ne le gênerait pas, il lui suffirait de retirer son pantalon...

Je ne crois pas qu'il soit un artiste, dit tristement Thomas, parce que le reste de sa lettre n'a que la logique le plus terre à terre. D'ailleurs, dès qu'il est arrivé, il a commencé par faire couper les branches de mon cyprès, sous le prétexte qu'elles mordaient son balcon.

(Et, en effet, le pauvre cyprès semblait s'être éloigné de la fenêtre ; il apparaissait tout mutilé d'un côté, tout manchot par la cruauté de l'implacable bourgeois).

Il a l'air d'avoir le Droit pour lui, continua Thomas. Il se retranche derrière le code, il dit que le travail est fait suivant l'usage de Paris, à un heure normale, dans des conditions normales, par des gens normaux. Je m'adressais à ses sentiments, il me répond que son froter est légal, j'imagine qu'il ne m'a pas compris ; personnellement, je ne le connais pas ; il doit être comme beaucoup d'hommes, indifférent au tapage, et, par cela même, sans-gêne ; il doit être bruyant lui-même, se tremper la tête dans sa cuvette en soufflant ainsi qu'un phoque, et s'essuyer avec une serviette éponge en soupirant et sifflant comme s'il faisait du passage. Et pendant ce temps-là, mon petit vieux, la gymnastique suédoise de ses bonnes continues, et je le garantis qu'il n'est pas de sommeil qui pourrait résister à leurs horribles jeux.

Le cas de Thomas m'attriste ; je souffre trop moi-même du bruit pour ne pas compatir, et pourtant j'habite dans un quartier tranquille, et j'ai la bonne fortune de demeurer près d'un cimetière, ce qui d'un côté du moins limite le chahut. Puis, pour Thomas, c'est très injuste, car lui, il vit tel qu'un ours, ne reçoit personne, ne claque pas une porte et marche à pas feutrés, comme un sacristain. Mais je n'ai rien trouvé en fait de remède à lui indiquer ; il n'est pas en mesure de dénager, ni de contraindre les esclaves du maniaque à faire le ménage plus tardivement. Peut-être pourrait-il essayer de tuer le locataire, par envoiement (comme je fis sur une femme jadis), mais je crains qu'il n'ait pas assez de fluidité, ni probablement le locataire assez de sensibilité. Peut-être devrait-il s'adresser à l'intermédiaire des Chercheurs et des Curieux. L'espèce humaine est si astucieuse, qu'il doit exister des procédés de coercition que nous ne connaissons pas.

On me dira que mon cousin n'a qu'à être debout à 7 heures du matin. Je sais bien, hélas ! qu'il a tort d'être d'un caractère, de s'efforcer à travailler la nuit, qu'il n'y a que les paresseux pour dormir si tard et si peu. Les gens actifs dorment beaucoup plus et s'y prennent plus tôt. Pauvre Thomas, un peu ridicule parce que trop délicat !

Les délicats ne sont pas vêtus pour le voyage de la vie. (Ils font tout de même le parcours, d'ailleurs, mais péniblement).

La première partie de cette phrase est une citation. Tout à l'heure, j'ai repris le volume où elle se trouve, et, selon ma fustige habitude, où elle est en relief de nombreuses pages. C'est *Tristesses et Sourires*, par Gustave Dost (1884). J'ai lu cela au collège, quand j'avais quinze ans ; je l'ai relu quatre ou cinq fois à de longs intervalles, ce qui est la plus rude épreuve qu'on puisse faire subir à un ouvrage, et, à chaque rencontre, j'ai pensé que c'est un délicieux livre.

BONDY.

L'affaire Schœller

Une nouvelle information

On nous communique la note suivante : Une nouvelle information vient d'être ouverte, sur ordre d'information décerné par le général gouverneur militaire de Paris, en raison de présomptions d'abus de confiance, de trafic de licence d'importation et de délits de corruption de fonctionnaires.

Les textes de loi visés sont les articles 408 et 406 du Code pénal, le décret du 19 mars 1918, la loi du 9 juillet 1918, celle du 10 février 1918 et l'article 175 du Code pénal.

Les faits dont il s'agit se rattacheront à l'affaire Schœller.

Le capitaine Mangin-Bocquet est désigné pour instruire cette nouvelle affaire.

Les gymnastes de Nancy à Strasbourg

STRASBOURG, 9 juin (Dépêche particulière). — Après la grande fête de Nancy, à laquelle assistait le président de la République, les gymnastes se sont rendus, aujourd'hui, à Strasbourg.

Arrivés à 10 heures ce matin, ils ont été reçus par M. Kieffer et par M. Hinzlin. Ce dernier leur a souhaité la bienvenue.

Une grande animation règne dans la ville, qui est pavée aux couleurs françaises et alliées.

A 14 heures les gymnastes se forment en cortège place de l'Esplanade et, précédés de nombreuses jeunes filles en costume national, se rendent place Kléber, où a lieu la fête. Parmi les personnalités présentes, les généraux Gouraud, Valentin et Bailloud, gouverneur militaire de Verdun, ainsi que MM. Simon, maire de Nancy ; Eugène Pierre, maire de Marseille.

Après la remise aux sociétés locales de leurs drapeaux, qui avaient été transférés à Nancy, après la guerre de 1870-71, MM. Neunreiter, adjoint au maire de Strasbourg ; le colonel Cazalat ; Louis, vétéran strasbourgeois ; Kieffer, organisateur des fêtes strasbourgeoises ; Emile Hinzlin et Millard prononcent d'éloquents discours.

A l'issue de la cérémonie, M. Pierre, maire de Marseille, a déposé une gerbe à la Maison de la Marseillaise, place de Broglie.

Retour en France des aviateurs Roget et Coli

MARSEILLE, 9 juin. — Le lieutenant Roget et le capitaine Coli sont arrivés, ce matin, par le paquebot *Abda*, venant de Casablanca.

Le lieutenant Roget est parti ce soir par le rapide pour Paris.

Relations commerciales entre la France et les pays de l'Europe orientale

A la suite d'accords intervenus entre le ministère des Travaux publics et le ministère du Commerce, la reprise des relations commerciales entre la France et les pays de l'Europe orientale : Roumanie, Serbie, Pologne, Tcheco-Slovaquie, est actuellement réalisée.

Il appartient à l'Office national du commerce extérieur (5, rue Feytaud) d'examiner les demandes d'exportation formulées par les industriels et commerçants français qui désirent faire des expéditions en Europe orientale.

5 HEURES DU MATIN DERNIÈRE HEURE 5 HEURES DU MATIN

A LA CONFÉRENCE DE LA PAIX

DE NOUVEAUX RAPPORTS ONT ÉTÉ REMIS HIER PAR LES COMMISSIONS

Le Comité des "Quatre" a poursuivi l'étude du problème des réparations ; aucune solution définitive n'a encore été prise.

L'activité des commissions chargées de l'étude des contre-propositions allemandes ne s'est pas hier démentie un seul instant. On sent que les diplomates sont pressés de finir. A l'heure actuelle, il a été déposé onze rapports ; les derniers ont été remis dans l'après-midi par les commissions des finances, des réparations et des affaires tchéco-slovaques. Il n'en reste donc plus qu'un tout petit nombre qui soient encore allemands.

Les conclusions ainsi rédigées ne sont pas, bien entendu, définitives ; c'est le comité des "Quatre" qui décide de leur sort.

En attendant qu'ils en fassent la révision, les "Quatre" se sont réunis hier matin pour étudier la question des réparations. Problème des plus difficiles et des plus importants, dont la solution rencontre encore des divergences de vues assez sensibles. Il est certain que vouloir, des maintenant, fixer un chiffre global, susceptible d'autre modification future, pour les dommages de guerre causés par l'Allemagne, constitue une opération singulièrement dangereuse et aléatoire.

A côté de ces réunions, il y a eu séances pour des commissions spéciales.

D'abord la commission chargée de la rédaction des clauses réservées dans le traité avec l'Autriche concernant l'Italie. Il s'agit nullement de rectifier les frontières fixes par ce traité, mais de déterminer les modalités suivant lesquelles s'effectuera le passage des régions changeant de nationalité d'une souveraineté à une autre.

Ensuite, la Commission — et non le Comité — de la Société des Nations. Cette Commission, présidée par M. Pichon, ministre des Affaires étrangères, est chargée de préparer le fonctionnement des différents services affectés à la Société. Il n'y a pas eu, comme on l'a pu croire, de "Comité" sous la présidence de M. Wilson, et il n'a pas été question de l'admission immédiate de l'Allemagne dans la Société des Nations.

A la suite d'une assez longue discussion, ladite commission d'organisation de la Société des Nations a adopté une résolution invitant tout Etat membre de la Société à faire connaître au secrétariat international les informations de tout genre pouvant intéresser la Société. La question de la constitution de la cour de justice internationale sera étudiée à une séance ultérieure. — JEAN MENEVAL.

La mission ottomane

Le cuirassé *Démocratie*, qui est attendu à Toulon demain, transporte en France la mission ottomane qui se rend à la Conférence de la Paix.

On croit que la mission sera à Paris jeudi ou vendredi.

Hongrois et Tcheco-Slovaques

Un ultimatum des Alliés à la Hongrie

BALE, 9 juin. — On mande de Vienne : Le Bureau de correspondance viennois a reçu le radio suivant de Paris :

M. Clemenceau a adressé au gouvernement hongrois un radiotélégramme l'invitant à cesser les attaques contre la Tcheco-Slovaquie, faute de quoi les gouvernements alliés et associés seraient décidés à user de moyens extrêmes pour contraindre la Hongrie à cesser les hostilités.

Chez les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais

VOTE de la continuation de la grève

LILLE, 9 juin. — La journée, dans le bassin du Pas-de-Calais, s'est déroulée avec calme.

Dans une réunion des délégués à eu lieu, sous la présidence de M. Lefebvre, député, qui a exposé les résultats obtenus à Paris et les décisions prises par le Congrès de Béthune.

M. Lefebvre a demandé si la reprise du travail devait avoir lieu. A l'unanimité, les délégués ont répondu négativement.

Une réunion a également eu lieu à Saint-Noble, sous la présidence de M. Goniaux, député. La continuation de la grève a été votée.

Les percepteurs veulent se syndiquer

Au cours d'une réunion qu'ils ont tenue, à la mairie de la rue Drouot, les percepteurs ont voté, à l'unanimité, la transformation immédiate de leur association en syndicat.

Les instituteurs feront-ils grève durant 24 heures ?

MARSEILLE, 9 juin. — En ouvrant ce matin la séance du Congrès des instituteurs, le président, M. Lemetayer, annonce que l'Amicale d'Ille-et-Vilaine s'est dissoute hier pour s'affilier au syndicat départemental.

M. Bezot, membre de la commission, expose une motion par laquelle il préconise « une fusion de plus en plus intime avec les fédérations de fonctionnaires et la C. G. T. ». L'orateur préconise également une série de mesures précédant la grève de vingt-quatre heures qu'il propose, d'accord avec le syndicat des Bouches-du-Rhône, dans toute la France.

Les grèves en province

Les industriels textiles du département des Vosges se sont réunis hier à Epinal, mais n'ont pu s'entendre sur le mode d'application de la journée de huit heures.

Les délégués ouvriers seront consultés à ce sujet.

A Bordeaux, le mouvement gréviste continue dans la métallurgie, les industries du port et le bâtiment. Dans diverses réunions les travailleurs ont affirmé leur volonté de poursuivre le mouvement jusqu'à complet aboutissement de leurs revendications.

LE TRAITÉ AUTRICHIEN

UN MASSIF MONTAGNEUX ET VIENNE, VOILA CE QUE NOUS LAISSE LE TRAITÉ

Ainsi s'exprima le secrétaire d'Etat Bauer, en ajoutant que l'Autriche ne peut vivre que dans le cadre de la République allemande.

BALE, 9 juin. — Dans le discours qu'il prononça, hier, à l'Assemblée nationale autrichienne, le secrétaire d'Etat Bauer a dit notamment :

« Le projet de paix nous arrache, au nord et au sud, les territoires les plus précieux, et ne nous laisse presque plus rien que le massif montagneux, rocheux et stérile des Alpes, et Vienne, la capitale. Réduits à nous-mêmes, nous sommes incapables de vivre. Nous ne pouvons obtenir dans un plus grand ensemble la possibilité de travailler à nouveau à notre développement progressif. C'est pourquoi nous aspirons à la réunion avec la grande patrie allemande. (Vifs applaudissements.) »

« Plus forte que jamais est, en effet, aujourd'hui, dans notre peuple, la conviction qu'il ne peut trouver que dans le cadre de la grande République allemande un avenir supportable. »

M. Bauer commente ensuite les conditions économiques. Il déclare que l'effet des clauses actuellement établies serait l'effondrement des finances de l'Etat et l'écroulement de l'économie publique, avec les plus graves branlements sociaux.

La conférence de M. Orlando à Oulx

TURIN, 9 juin. — Les milieux politiques se montrent encore très réservés sur le résultat de la conversation de Oulx, entre MM. Orlando et Cologno ; autant qu'on en peut juger de semi-conférences éparées, les principaux sujets traités au cours de l'entrevue se pourraient résumer de la façon suivante :

La rencontre du président et du vice-président du Conseil est due surtout à des considérations de politique intérieure, en relation très étroite avec la convocation des Chambres.

En ce qui concerne la question de l'Adriatique, le gouvernement italien ne croit pas pouvoir aller au-delà des concessions qu'il a déjà consenties et qui ont eu l'approbation des Alliés et de M. Wilson ; si l'intransigence yougo-slave les fait échouer, le gouvernement italien demandera aux puissances alliées et associées de prendre acte de la transaction proposée par l'Italie et approuvée par elle. La délégation italienne redemandera alors l'application pure et simple du pacte de Londres.

La France a reconnu le royaume des Serbes, Croates et Slovènes

BELGRADE, 6 juin (Retardé en transmission). — Le ministre plénipotentiaire de France à Belgrade a informé le gouvernement de Belgrade que le royaume des Serbes, Croates et Slovènes a été reconnu officiellement par le gouvernement français.

Frictions dans le cabinet Scheidemann

BALE, 9 juin. — Des informations puisées dans les milieux compétents à Berlin, disent qu'un conflit assez grave s'est élevé entre M. Dornbusch, ministre des Finances, et le secrétaire d'Etat à la socialisation. Ce dernier sentiment pourrait mettre la composition actuelle du cabinet Scheidemann en péril.

Sur les fronts orientaux

La guerre inévitable entre la Russie et la Finlande

STOCKHOLM, 9 juin. — Un communiqué de l'état-major des troupes finlandaises annonce que l'armée bolchevique a franchi la frontière finlandaise à Syssterback.

Le communiqué ajoute que la guerre entre la Russie et la Finlande est devenue de ce fait inévitable.

Allemands et Esthoniens

REVAL, 9 juin. — On n'a reçu aucun rapport nouveau sur la situation militaire dans la région située entre Venden et la jonction du chemin de fer.

A Ramotsk, des détachements allemands de la landwehr ont détruit la ligne de chemin de fer, coupant ainsi la communication par fil et par rails entre Ramotsk, Schwaneburg et les troupes esthoniennes engagées près de Kreutzburg.

Des détachements allemands, arrivés avant-hier à Koivallin, sont parvenus dans la direction du sud-est. Ils ont fusillé en route quatorze civils qu'ils ont trouvés sur leur passage.

NOUVELLES BRÈVES

Lord Derby étant souffrant ne pourra assister au mariage de sa fille, lady Victoria Primrose, qui sera célébré aujourd'hui à la chapelle de l'ambassade britannique.

Les épreuves orales au concours d'admission à l'Ecole du Service de Santé auront lieu à Nantes le 20 septembre, et à Rennes le 3 octobre prochain.

En gare d'Anteuil, le 13 h. 25, par suite d'un tamponnement de deux trains, quatre personnes ont été légèrement contusionnées.

Hier matin, à Versailles, deux courriers sont arrivés de Berlin : MM. Muller et Martens ; ils ont été reçus par le baron von Lersner.

Hier, en gare de Saint-Pierre-Halle, près de Calais, un train de prisonniers allemands a été tamponné par deux locomotives. Un sergent et un soldat anglais ainsi que trois prisonniers allemands ont été tués. Il y a vingt-cinq blessés.

Le lieutenant-général Gillan, chef de l'état-major belge, est parti hier pour Paris en mission spéciale.

Les revendications américaines pour les dommages de la guerre sous-marine et les séquestres s'élèvent à dix milliards de francs.

Dans un accident d'automobile près de Tarrat, l'évêque de Cadix a eu une jambe et un bras fracturés. Un jeune homme qui accompagnait serait mort des suites de ses blessures.

Des émanations d'oxyde de carbone survenues aux usines de Rillo (Espagne) ont causé la mort de vingt-deux personnes.

A Constantinople, un pavillon d'Yildiz-Kiosk qui servait de résidence habituelle au sultan vient d'être détruit par un incendie. Mahomet VI a pu s'enfuir à temps avec son fils.

1914 MÉMOIRES DE GUERRE INÉDITS du MARÉCHAL FRENCH

Copyright by « Excelsior » (France), « Daily Telegraph » (England) and « New-York Herald » (United States of America) 1919.

CHAPITRE XVII

LA FIN DE L'ANNÉE 1914

(Suite)

Dans l'absence où je me trouvais de tout appui de mon gouvernement, il était inutile de tenter d'en dire davantage. Le plan de Joffre était le suivant : il voulait briser la ligne ennemie au sud, à Reims, et à l'est, à Arras. Il désirait masser le plus possible de troupes françaises derrière ces deux points, et pour cela, avec tous les autres points de la ligne, les instructions fixaient : 1° Effectifs aussi réduits que possible dans les doubles tranchées, afin d'avoir plus de troupes disponibles sur les points d'action décisifs ; 2° Organisation de bonnes réserves locales, pour retenir l'ennemi sur tout le front et l'empêcher d'envoyer des troupes pour défendre les points menacés.

Comme le prouvera l'histoire des opérations en 1915, c'est de cette idée stratégique que s'inspirent tous nos efforts au cours de l'année. Elle amena pour l'armée britannique les batailles de Neuve-Chapelle, Ypres (seconde bataille), Festubert et Loos ; et, pour les Français, d'autres actions importantes, mais qui, malgré des succès locaux, ne réussirent pas à s'achever en une avancée appréciable sur les divers objectifs. Ces objectifs ne furent clairement définis qu'en septembre, quand nous commençâmes notre dernière attaque combinée contre eux et que, pratiquement, nous échouâmes.

L'attitude du ministère de la Guerre, qui n'accélérait pas la fabrication des munitions de guerre, et, d'autre part, la débâcle des armées russes furent, dans un certain sens, les causes de l'insuccès de notre entreprise. Mais l'envoi de troupes et de matériel aux Dardanelles fut certainement la cause principale.

Je ne pouvais prendre d'autre parti dans ces circonstances que d'entrer dans les vues de Joffre, et, d'accord avec son plan, je consentis à occuper, en liaison avec les Belges, la ligne complète de La Bassée à la mer, mais seulement graduellement, au fur et à mesure que les troupes deviendraient disponibles.

Bien que Joffre, à ce moment-là, se rendit à mon désir de coopérer seulement avec l'armée belge dans le secteur du Nord, il approuvait que le gouvernement français insistât encore pour faire garder une partie de cette ligne par des troupes françaises.

En rentrant à mon Q. G., j'envoyai chercher Bridges, qui était maintenant mon agent de liaison auprès de S. M. le roi des Belges. Le matin du 28, nous eûmes une longue conférence au sujet de notre coopération avec l'armée belge.

Pour amalgamer les armées belges et anglaises

J'avais élaboré dans mon esprit un plan pour amalgamer les armées belges et anglaises. Je voulais voir des brigades d'infanterie belges incorporées dans nos corps d'armée dans certains secteurs de la ligne et appliquer le même système à la cavalerie et à l'artillerie. Cette apparente abdication d'indépendance était certainement difficile à faire accepter à l'état-major belge, mais je croyais que c'était la méthode la plus sûre et la meilleure à adopter si nous voulions obtenir les plus grands efforts de nos deux armées.

Maintenant que l'on dit, il faut reconnaître que l'entraînement et les qualités militaires étaient plus poussés dans nos troupes que dans les troupes belges. Nous le devions surtout aux commandants et aux états-majors, et, malgré les terribles épreuves subies par l'armée belge en août et septembre, notre haut commandement possédait certainement une expérience plus large et plus étendue du champ de bataille.

Il y a, en effet, peu de doute qu'une division composée de deux brigades d'infanterie anglaises et d'une brigade belge aurait donné probablement un meilleur résultat dans l'offensive ou la défensive qu'une semblable unité composée seulement de troupes belges.

Quelles que soient les idées qu'on peut avoir sur ce point, il faut reconnaître que le plan que j'avais proposé aurait assuré un beaucoup plus grande unité dans l'effort.

Nous l'étudiâmes à fond avec Bridges, et en me quittant il retourna auprès du roi des Belges pour le lui proposer. Je n'avais que peu d'espoir d'une bonne réponse, car, bien que je sasse que l'esprit élevé et la générosité du roi le pousseraient à l'importance que sacrifice personnel pour obtenir de nos forces réunies des résultats plus grands, j'étais aussi au courant des difficultés qu'il rencontrerait auprès de ses ministres.

Deux jours plus tard Bridges m'apporta la réponse de Sa Majesté : il était possible que le roi lui-même acceptât ma combinaison.

Dix mille fusils seraient réservés pour la région inondée ; quarante mille seraient donc disponibles pour la combinaison proposée. Ceci, d'après moi, rendrait les armées unies suffisamment fortes dans le Nord pour permettre d'autoriser Joffre à déplacer les IX^e et XX^e corps français vers les points de la propre ligne où il avait si grand besoin de renfort.

La fusion des armées belge et anglaise aurait certainement amené une grande économie de forces et un meilleur rendement au combat ; et amené peut-être des résultats importants ; mais le plan ne devait jamais aboutir, d'abord à cause du roi des Belges qui ne put obtenir le consentement de son gouvernement, et aussi à cause des Français, qui ne voulurent pas y adhérer. Finalement, je ne trouvai, auprès de notre peuple, ni aide ni secours.

Résultats acquis

Le 27, les Français eurent quelques succès à Carency (nord d'Arras) ; ils s'emparèrent de plusieurs tranchées allemandes et avancèrent leur ligne de 500 yards.

Malgré tous les murmures auxquels je me suis laissé aller, la fin de 1914 me trouva plein d'espoir, et dans un bon état d'esprit.

Quand on en venait à comparer l'état des affaires actuelles avec ce qu'elles auraient pu être, il n'y avait que de bien petites raisons d'être pessimiste.

Nous avions gagné une grande offensive et une autre grande bataille défensive sans avoir subi de sévères défaites.

Les Allemands étaient maintenus derrière leurs retranchements, de la mer du Nord aux frontières suisses, et sous la plus violente poussée les Alliés avaient prouvé leur habileté à maintenir leurs lignes intactes.

Notre flotte avait gagné la maîtrise de la mer, et on avait vu disparaître complètement le pavillon allemand. Le moral des Alliés était haut et confiant

UNE FÊTE DE CHARITÉ

A L'HOTEL DOUDEAUVILLE

Une fête des plus originales sera donnée, le 17 juin, en les salons et jardins de l'hôtel du duc de la Rochefoucauld, Doudeauville, 47, rue de Varenne, au profit de la Croix-Rouge polonaise.

La lutte acharnée se prolonge entre l'Allemagne et la Pologne, qui manque du matériel sanitaire et des médicaments nécessaires à ses blessés et à ses malades. Toute la société parisienne aura à cœur de venir en aide à l'œuvre la plus patriotique et digne d'intérêt.

L'hôtel de Doudeauville, plein de souvenirs historiques, est l'une des plus belles demeures seigneuriales de la Régence. Il renferme des merveilles d'art incomparables.

La duchesse de Doudeauville — née Radziwill, d'origine polonaise — a mis ce décor somptueux à la disposition des organisateurs de la Journée franco-polonaise.

Une parade, jouée par les meilleurs artistes de Paris : des chants, des danses seront données sur un théâtre de verdure. Des musiques militaires française et polonaise prêteront leur concours à la fête, qui sera pleine de surprises charmantes.

Les billets d'entrée seront à 100 francs... et ce ne sera pas cher, car ils donneront droit au tirage d'une tombola comportant le lot unique d'un diamant, réalisable, comme le fameux saphir des Epruvés de la Guerre, à 100.000 francs. Cette pierre, du poids de vingt carats et de la plus belle eau, est exposée chez Carlier, rue de la Paix.

Le président de la République et Mme Poincaré, M. Paderewski, le maréchal Foch, etc., assisteront à cette fête de charité, qui sera le grand event de la saison mondaine.

LES COURS

Le grand-duc Nicolas séjourne actuellement à Rapallo, près de Gênes, en compagnie de la grande-duchesse Anastasia, sa femme, ainsi que la grande-duchesse Militta, femme du grand-duc Pierre, sa belle-sœur ; les deux enfants de celle-ci, Roman et Marina, et une fille du premier lit de la grande-duchesse Anastasia, la princesse Hélène de Leuchtenberg, femme du comte polonais Tiekiewicz.

Le grand-duc Nicolas est accompagné du prince Malama et du général Botzartoff, son ancien aide de camp.

CORPS DIPLOMATIQUE

S. Exc. M. Davis, ambassadeur des Etats-Unis à Londres, est arrivé à Paris, venant d'Angleterre.

S. Exc. M. de Giers, ambassadeur de Russie, fait un séjour à Blonay-Vevey.

M. Adrien Thierry vient d'être nommé deuxième secrétaire de l'ambassade de France à Londres. Il remplace précédemment les mêmes fonctions à Madrid, et avait déjà été attaché à notre ambassade à Londres plusieurs années avant la guerre.

La princesse de Poggio-Suasa, femme de S. Exc. le ministre d'Italie en Belgique, vient d'arriver à Bruxelles. Le prince de Poggio-Suasa a déjà pris possession de son nouveau poste, et présenté ses lettres de créance à S. M. le roi Albert.

INFORMATIONS

Le prince Léon Radziwill, chef de bataillon, vient d'offrir, au dîner en l'honneur de l'honneur du capitaine Paolozzi, récemment nommé attaché militaire italien auprès de l'état-major de l'armée polonaise.

Le général Katkowski, chef de la mission militaire polonaise à Rome, présidera le dîner avec le prince Léon Radziwill.

Le 30 juin sera inauguré, à l'Ecole des Mines, 60 bis, boulevard Saint-Michel, à 16 h. 30 très précises, le monument érigé par l'Association amicale des élèves et anciens élèves de cette école en l'honneur de leurs camarades morts pour la France.

Un programme musical sera exécuté au cours de la cérémonie avec les chœurs de l'école Edgar-Quinet (cent cinquante jeunes filles).

NAISSANCES

La comtesse d'Anthonio de Brunes, née Martin du Nord, a donné le jour à un fils : Tristan.

Mme Guy de Vaulcelles est mère d'un fils appelé Henri-René.

La comtesse de Moussac a mis au monde une fille : Clotilde.

FIANCEILLES

On annonce les fiançailles du lieutenant Jean Maître, ingénieur E. C. de l'artillerie coloniale, cinq fois cité, fils du colonel Maître et de Mme, née Mame, avec Mlle Colette Artus, fille de M. Louis Artus, l'auteur dramatique bien connu, et de Mme Louis Artus.

Nous apprenons les fiançailles du comte Henri de Charles, fils du comte et de la comtesse Charles de Beauregard, avec Mlle Eglé Eschav.

Mlle Claire Lefebvre de Behaine est fiancée au capitaine de Branges de Bourcie, attaché à l'état-major du général gouverneur de Strasbourg.

MARIAGES

En l'église Sainte-Marie-des-Anges, à Rome, a été béni le mariage de donna Virginia de San Faustino avec M. Edouard Agnelli. La princesse de San Faustino avait donné la veille une grande réception.

Prochainement sera célébré le mariage du comte Charles de La Brestche, sous-lieutenant au 3^e dragons, décoré de la croix de guerre, fils du marquis de La Brestche, conseiller général de Maine-et-Loire, et de la marquise, née de Trambourct, avec Mlle Marie de Chasteigner, fille du marquis de Chasteigner et de la marquise, née d'Espinau-Saint-Luc.

DEUILS

Pour honorer la mémoire des avocats à la Cour de Paris morts pour la France, des services solennels seront célébrés le mercredi 12 juin à 10 h. 15, en la basilique Notre-Dame de Paris, sous la présidence de S. E. le cardinal Amette ; le jeudi 13 juin, à 10 h. 15, au temple de l'Oratoire, rue Saint-Honoré, sous la présidence du pasteur Robert ; le vendredi 20 juin, à 10 h. 15, au temple de la rue de la Victoire, sous la présidence du grand rabbin de Paris Dreyfus.

Nous apprenons la mort :

De M. Ralston Stewart, frère du regretté peintre J.-L. Stewart et de Mme Auguste Brolemann, décédé à Philadelphie ;

De R. P. Le Doré, supérieur général des Endistes, qui s'est éteint dans sa quatre-vingt-sixième année.

BIENFAISANCE

Parmi les familles des victimes de la catastrophe de Valence, survenue le 17 juin, un bon nombre sont dans la gêne et plusieurs dans une vraie misère. L'évêque de Valence serait reconnaissant aux personnes charitables qui voudraient lui adresser, à l'évêché, leur offrande pour leur venir en aide dans leur détresse.

Préparez d'urgence les avis de Naissances, Mariages, Décès, etc., à l'Office des Publications, 24, boulevard Poissonnière. Téléphone Central 52-11. Bureaux : 9 à 6 heures ; dimanches et fêtes, 11 à 12 heures. 5 à 6 heures. Prix spéciaux consentis à nos abonnés.

COMPTABILITÉ

53 Rue de Rivoli

PIGIER

TEL. GUTENBERG 44.65

Au milieu de tant de grèves à grand orchestre, que devient la modeste petite grève des bonnes de restaurant ? On n'entend plus parler de leurs revendications. Ont-elles obtenu satisfaction pour la grave question du bonnet ? Les journaux ont été vainement prodigés de détails sur cet intéressant conflit. Car cette grève présente un intérêt exceptionnel. Elle transporte la revendication sociale dans le plan de l'esthétique. C'est une grève d'art. Et c'est une grande victoire pour l'idéalisme, en ce temps où les difficultés de la vie ramènent prosaïquement les hommes à des préoccupations purement budgétaires. Au milieu de tant de discussions sur les salaires, il est beau, il est admirable de voir des travailleuses songer à défendre la liberté de la coiffure et le droit des cheveux à disposer d'eux-mêmes.

Ce n'est pas la première fois que des corporations se montrent soucieuses d'ajouter ces petits suppléments au bill Habeas corpus. Les garçons de café ont longtemps bataillé pour obtenir le port de la moustache. La gauloise, les crocs, les pointes, les virgules et la brosse à dents leur paraissent d'enviables conquêtes, et ils luttent héroïquement pour cet idéal pileux.

Souvenez-vous aussi que les croque-morts, justement révoltés d'être condamnés à porter la livrée sinistre des hommes du monde, ont réclamé, avec énergie, un costume moins ridicule.

Voilà des indications instructives. Le sens de la beauté pénètre dans les masses populaires. L'esthétique entre dans le contrat social ! Et le travailleur donne, sur ce point, une leçon à l'oisif. Les classes dites dirigeantes, qu'il serait plus décent aujourd'hui d'appeler les classes dirigées, sont encore très loin de ce stade de progrès. Vit-on jamais nos hommes du monde protester, par exemple, contre l'obligation qui leur est imposée de revêtir, à l'heure des plaisirs collectifs, le lugubre costume professionnel des croque-morts ? Vous me direz que les divertissements mondains consistent si souvent à porter le diable en terre, que la tenue du fossoyeur n'y est pas déplacée. Certes, et c'est pourquoi nul ne songera à prendre la défense de cette peu intéressante corporation de nécrophores....

EMILE.

Saint Jean et Sarah Bernhardt

A la série des contemporains illustres qui consentent à figurer dans des tableaux historiques ou allégoriques, ajoutons Mme Sarah Bernhardt.

Au monastère de l'île Saint-Honorat, en effet, on peut voir un tableau de Jean-José Frappa représentant la Cène. Et, si l'on surprend un peu sacrilège, le saint Jean, l'apôtre bien-aimé que Jésus pressa affectueusement sur son cœur divin, c'est notre illustre tragédienne... toute jeune, alors.

Du sentiment de l'harmonie

Les Anglais, qui prennent volontiers la tête lorsqu'il s'agit d'une course au progrès, apparaissent, en même temps, comme les plus fervents traditionalistes qui soient dans le monde.

On ignore rien des somptosités, éclatantes mais un peu carnavalesques tout de même, de la procession du lord maire de Londres ; on sait dans quels costumes archaïques les chaires de la Chambre des lords et de la Chambre des communes président les séances du Parlement ; on n'a pas oublié davantage de quelles perruques

des tailleurs de ces messieurs, détonnent étrangement avec leurs costumes périmés.

Voici l'épreuve contraire : le field marshal sir Evelyn Wood sortant d'une cérémonie récente, à Londres, en casquette et en tenue kaki, avec, aux épaules, un manteau de grand dignitaire de l'Ordre de Saint-Michel et de Saint-George.

Les nœuds de rubans qui enjolivent les épaules et les deux glands de rideaux qui se balancent harmonieusement à la hauteur des bottes sont d'un effet particulièrement réussi...

Un mariage de Dumas père

Les photographes réservent souvent des surprises. Dans un lot de pièces inédites, nous trouvons ces vers d'Alexandre Dumas père, qu'on ne connaissait pas sous ces couleurs délicates :

En me promenant hier sur le rivage
On pendant une heure à vous j'ai rêvé
J'ai laissé tomber mon cœur sur la plage
Vous venez ensuite et l'avez trouvé.

DES PROFITEURS

Ce pendant que les théâtres se plaignent d'une crise sérieuse, que les grèves succèdent les unes aux autres, et que les Quatre examinent les contre-propositions du comte Broekdorff-Rantzau, il n'y a guère à Paris de maisons où l'on ne danse. On danse à toute heure du jour et de la nuit. Et, bien entendu, pour ne pas me faire remarquer, je danse comme tout le monde.

Et, avant-hier soir, je me rendais près du Trocadéro chez des amis, qui m'avaient convié lorsque au moment d'entrer dans la maison je fus arrêté par une jeune fille, extrêmement convenable, qui me dit avec un sourire fort gentil : « Oh ! monsieur, n'allez donc pas là-haut. On s'amuse bien plus ici. Et justement nous manquons de cavaliers... »

Je regardai autour de moi. Le long du mur, sur le trottoir, des chaises étaient rangées où déjà prenaient place des dames fort respectables :

— Ces sont des commerçantes très honorables du quartier, m'expliqua la jeune fille. Ma mère, qui est concierge de cet immeuble, les réunit chaque samedi soir. Elle lance ses invitations dès que celles de « là-haut » sont parties. Nous dansons les danses nouvelles. Si vous désirez un verre d'eau minérale, ou de bière, ou de vin, le buffet est dans la loge... »

— Et vous avez des musiciens ? Comme réponse, mon interlocutrice me désigna les fenêtres illuminées de l'appartement du premier étage. C'était là qu'habitaient mes amis. Avec la température chaude, les fenêtres étaient ouvertes. On entendait distinctement l'orchestre, qui commençait.

Sans hésiter, je demandai à cette jeune fille de danser avec elle cette première danse. Elle accepta. Je lui offris une citronnade dans la loge maternelle. Après quoi je pris congé. Je me devais à moi-même !

Ma plusieurs fois lorsque je fus au « premier », je revins me pencher à la fenêtre. Les danseurs de la rue semblaient réellement s'amuser beaucoup plus que les danseurs du salon. Sauf qu'à un certain moment ils parurent se lasser des fox-trot et des two-step.

Sur l'air des Lampons, ils réclamèrent une valse. Mais ce fut un incident sans importance...

On danse partout, vous dis-je ; les diplomates sont actuellement les seuls à ne pas savoir sur quel pied danser. — ALBERT ACREMANT.

Noces d'argent académiques

M. Paul Bourget est le seul des Quarante qui aura atteint en 1919 ses vingt-cinq ans d'immortalité. Il fut élu en 1894.

Bel âge académique. Ces noces d'argent seront fêtées, mais de la façon la plus simple, et non comme on le croit généralement, par une cérémonie quelconque.

De discrètes félicitations de ses confrères, un jour de séance ordinaire, des poignées de main. Ce sera à peu près tout.

Peut-être évoquera-t-on aussi quelques souvenirs sur le prédécesseur, Maxime du Camp. Cette piété à la mémoire des absents est une des exquises politesses de l'Académie. Les élus en élection de M. Paul Bourget : MM. le comte d'Haussonville, de Freycinet, Pierre Loti, Lavis, qui, sous des académiciens d'aujourd'hui, siègent avec M. du Camp, pourront rappeler quelques traits, un peu caustiques sans doute, de ce confrère terrible. Et puis ce sera bien tout.

MM. d'Arsonval, à l'Académie des Sciences ; Marquet de Théodore Dubois, à l'Académie des Beaux-Arts, fêtent aussi, cette année, leurs noces d'argent, qui valent des hommages à Brown-Sequard, à Cavalieri et à Gounod, leurs prédécesseurs.

Généalogie

On attribue au brave général Franchet d'Espèrey une généalogie et des armoiries fantaisistes. Un érudit, M. Poullé, prouve, par des documents authentiques, que des ancêtres de l'éminent officier habitaient le Forez, où ils exerçaient les fonctions de notaires royaux.

Au dix-huitième siècle, Maurice Franchet vivait à Montbrison. Il était qualifié qu'étaient de Couzan et Boère. Son petit-fils, Denis Franchet, receveur des aides et octrois à Lyon, en 1790, était fils de Claude-Joseph Franchet, avocat-avocat châteauneuf.

MA BLANCHISSEUSE

Dessin inédit de Lucien Métivet.

— C'est la grève, mon bon monsieur. Si vous voulez vos faux cols, faudra que vous repassiez.

— C'est la grève, mon bon monsieur. Si vous voulez vos faux cols, faudra que vous repassiez.

— C'est la grève, mon bon monsieur. Si vous voulez vos faux cols, faudra que vous repassiez.

— C'est la grève, mon bon monsieur. Si vous voulez vos faux cols, faudra que vous repassiez.

— C'est la grève, mon bon monsieur. Si vous voulez vos faux cols, faudra que vous repassiez.

— C'est la grève, mon bon monsieur. Si vous voulez vos faux cols, faudra que vous repassiez.

— C'est la grève, mon bon monsieur. Si vous voulez vos faux cols, faudra que vous repassiez.

— C'est la grève, mon bon monsieur. Si vous voulez vos faux cols, faudra que vous repassiez.

— C'est la grève, mon bon monsieur. Si vous voulez vos faux cols, faudra que vous repassiez.

— C'est la grève, mon bon monsieur. Si vous voulez vos faux cols, faudra que vous repassiez.

— C'est la grève, mon bon monsieur. Si vous voulez vos faux cols, faudra que vous repassiez.

— C'est la grève, mon bon monsieur. Si vous voulez vos faux cols, faudra que vous repassiez.

— C'est la grève, mon bon monsieur. Si vous voulez vos faux cols, faudra que vous repassiez.

— C'est la grève, mon bon monsieur. Si vous voulez vos faux cols, faudra que vous repassiez.

— C'est la grève, mon bon monsieur. Si vous voulez vos faux cols, faudra que vous repassiez.

— C'est la grève, mon bon monsieur. Si vous voulez vos faux cols, faudra que vous repassiez.

— C'est la grève, mon bon monsieur. Si vous voulez vos faux cols, faudra que vous repassiez.

— C'est la grève, mon bon monsieur. Si vous voulez vos faux cols, faudra que vous repassiez.

— C'est la grève, mon bon monsieur. Si vous voulez vos faux cols, faudra que vous repassiez.

— C'est la grève, mon bon monsieur. Si vous voulez vos faux cols, faudra que vous repassiez.

— C'est la grève, mon bon monsieur. Si vous voulez vos faux cols, faudra que vous repassiez.

— C'est la grève, mon bon monsieur. Si vous voulez vos faux cols, faudra que vous repassiez.

— C'est la grève, mon bon monsieur. Si vous voulez vos faux cols, faudra que vous repassiez.

EXCELSIOR

telain de la terre de Couzan, et de Lucrèce Depereux ou de Perez, dame de Torloirel. Le sceau des Franchet portait un pélican avec sa pècle sur son aire, accompagné d'un soleil mouvant de franc canton.

Les pauvres pêcheurs

Quelques pêcheurs à la ligne trop pressés de coiffer le chapeau conique de paille et de tremper, dans l'eau de la Seine ou de la Marne, le fil qui soutient le bouchon écarlate se sont vu dresser des procès-verbaux. Ils protestent de leur bonne foi :

— Eh ! Quoi ! On n'a pas le droit de taquiner l'ablette et le goujon le jour de la Pentecôte ou le lundi qui la suit, égal en dignité et repos au dimanche ?

— Non ! La loi est formelle. C'est au dimanche qui suit le 15 juin qu'elle fixe l'ouverture de la pêche, surhumaine.

— Mais si le 15 juin tombe un dimanche... L'objection est prévue, résolue :

« Lorsque le 15 juin tombe un dimanche, le ministre de l'Agriculture et le ministre des Travaux publics pourront exceptionnellement autoriser la pêche à la ligne pour ce seul jour... » Voilà qui est clair. Les amateurs de frisure pourront pêcher dimanche 15, mais ce jour-là seulement.

Aussi :

Quand juin avec lui ramène
La pêche et ses plaisirs permis,
O joie ! l'ivresse surhumaine,
Le pêcheur entre au Paradis.
Il saisit d'une main altérée
La canne avec ses hameçons,
Et sur le bord de la rivière
Il court... Malheur à vous, poissons...

Autre question. Les articles indispensables pour appâter les lignes auront-ils subi la crise ? Autant-ils aussi augmenté de prix ? On verra bien dimanche... En tout cas le poisson n'a jamais été si abondant. Tandis que les hommes pervers se faisaient la guerre, les bêtes, en paix, pullulaient. Grande leçon !

LES TAPIS BERBÈRES

Je m'étonne que les Pétrones de la copie n'aient pas encore signalé à leurs lectrices les prodigieux succès des tapis berbères, étalés, depuis plusieurs jours, au Pavillon de Marsan. Onques vit-on autant d'éclogues :

« vendu » sur les objets d'une exposition. C'est une vague croissante. Toute femme de goût veut avoir un « berbère ». Et nous ne manquons pas de femmes de goût à Paris...

C'est là une manifestation nouvelle de ce besoin de primitivisme qu'attestent les civilisations avancées, et dont les fétiches nègres furent, la quinzaine passée, un exemple topique. Si Des Essintes ou Dorian Gray vivaient encore, avec quel frémissement ces deux blâs eussent jonché de tapis marocains les parquets de leurs rares et précieuses demeures !

Snobisme à part, et sans nous soucier du contraste savoureux que forment avec les bibelots de Mare ou Vera et les toiles d'André Lavery les tapis tissés sous la tente par les femmes des tribus montagnardes de la côte marocaine, — ces toisons molles, aux harmonies crème, safranées, aux laies de losanges, à palmettes irrégulières, sont un adorable spectacle. La matière de ces tapis est à la fois grossière et raffinée. Ils sont entièrement tramés à la main, selon les méthodes primitives ; les laines sont teintées par les tisseuses elles-mêmes. L'ourdissage se fait à terre, au moyen de frustes piquets, et la chaîne est dressée sur le métier le plus antique qui soit. Ces tapis sont faits, là-bas, pour couvrir le sol battu d'une chambrée inconfortable, et protéger les indigènes contre les intempéries.

Il y a les tapis *zouks*, à décor géométrique et polychrome sur fond violet ; les tapis *de benti-miqid*, doux et soyeux ; ceux d'*Agourai*, à carrés de couleurs vives, et les *benti-mir*, blanches, rayés de diagonales brunes avec de ravissants rehauts de bleu et d'orange.

Ces tapis de montagnes sont plus plaisants, plus imprévus que ceux de la côte, dont les modèles, exécutés dans les ateliers de Casablanca, de Rabat et de Salé, rappellent le Smyrne classique. Les « rabat » sont très montés de ton, avec leurs coloris indigo, feu et saumon. Mais rien de plus délicatement nuancé que les « berbères ».

C'est donc un très gros succès que remportent MM. Galotti et Raoul de La Nézière, à qui nous devons la précieuse causerie du musée des Arts Décoratifs. Il sied de les en féliciter. Et nous devons aussi louer l'administration du protectorat et, notamment, la section des industries d'art indigènes, instituée en 1916 par le général Lyauté. Les efforts persévérants en vue de développer ce vieux et beau métier, — création d'ateliers et de teintureries, — sans que le sens inné du décor que possèdent les ouvrières soit industrialisé et dénaturé, ont amené d'admirables résultats.

Le caractère local, l'archaïsme traditionnel des tapis de côte et de montagnes sont respectés. Il est donc tout naturel que nos élégantes — et que les artistes — aient été séduites par le charme câlin de ces lainages du Maroc. — LOTIS VAUXCELLES.

De la périodicité des guerres

Notre époque, plus que toute autre, cherche des lois et des formules et tente de ramener à la cause productrice de l'effet. Que l'on jette un coup d'œil sur l'histoire des siècles passés et l'on verra que toutes les grandes guerres qui ont affligé les hommes se sont renouvelées avec une régula-

rété qui rappelle le retour fatidique des

saisons. Un siècle s'écoule, l'une de l'autre, ces calamités publiques. Quelles lois devrions-nous en déduire de cet examen ? On peut dire que cent années contiennent environ trois générations humaines. Un psychologue, remontant de l'effet à la cause, suggère l'explication suivante :

1. La première génération éprouve une commotion générale et passe par les phases bien connues de tension, de friction qui aboutissent à la guerre. Suit l'établissement d'un *modus vivendi*, appelé communément « paix ».

2. La seconde génération jouit de ce *modus vivendi* ou, peut-être, s'en accommode, simplement.

3. La troisième génération a oublié les leçons de la guerre ; des difficultés nouvelles commencent à apparaître et graduellement aboutissent à un autre conflit.

C'est ainsi, croyons-nous, que se reproduit le cycle des événements. Il semble pourtant que la bonne volonté des hommes devrait suffire à supprimer un état de choses qui ne répond pas à un besoin instinctif de la nature humaine.

MARCEL PRÉVOST à l'1. 20

Selection-Collection, l'admirable collection de l'éditeur Flammarion, qui publie tous les chefs-d'œuvre du roman au prix de 1 fr. 20, avait déjà publié des volumes signés Bourget, Capus, Colette, Corday, Courtille, Daudet, L. Delarue-Mardrus, d'Espèrey, Claude Farrère, Max et Alex Fischer, E. et J. de Goncourt, Gyp, Hermant, Lavedan, H. de Régnier, Richerpin, J. et H. Rosny, Théuriet, Zola, etc., etc. Elle commence la publication des œuvres de M. Marcel Prévost, de l'Académie française.

Achetez, pour 1 fr. 20, *Chonchette*, de Marcel Prévost.

L'« oasis » parisienne

Les nombreux fidèles des parfums d'Orsay sont dans la joie. Bientôt, en effet, le palais du boulevard des Italiens où la maison en vogue vient d'établir une succursale spacieuse et superbe servira quotidiennement de prétexte à la halte reposante, dans une atmosphère embuée, tandis qu'ils iront cueillir la « Fleur de France », la « Fleur Bleue », ou même ces envoies « Roses d'Orsay », de mondiale réputation.

LE PONT DES ARTS

Un roman de Robert Hugh Benson, traduit de l'anglais par notre éminent collaborateur Reynald Hahn, *Le Potron*, paraît dans la *Revue hebdomadaire*.

La Ligue des Poilus a décidé de présenter un de ses adhérents à l'Académie française.

M. Louis-Armand Grunille est désigné pour poser sa candidature au fauteuil actuellement vacant.

C'est notre confrère Georges Saugeot qui tient désormais la rubrique des lettres, des arts et du théâtre à la *Revue hebdomadaire Nouvelle Égalité*.

La revue Lutetia va se transformer.

A la vente de la duchesse d'Agén d'Etat vient d'acquiescer pour le musée de Versailles deux grandes toiles, de François-André Vincent, représentant : l'une, le marquis de La Galisère et de Mareil, chancelier de Lorraine et Barrois ; l'autre, le marquis prenant possession de la Lorraine, pour le roi, en 1733.

M. Mario de Goyon avait, l'an dernier, organisé à Rome une exposition de portraits féminins de la Société parisienne et romaine, qui obtint le plus vif et le plus légitime succès.

Cette année, M. Mario de Goyon, qui a deux portraits fort remarquables en ce moment à la Nationale, va exposer, à Milan, de nouvelles œuvres, parmi lesquelles apparaissent les silhouettes élégantes et gracieuses de la comtesse de Damprère, de la comtesse de Bréon, de la marquise de La Bourdonnaye, de la comtesse de Moniesquieu, de Mme Costa de Beauregard, de la comtesse de Cargouet, de la princesse Ruspoli, de la duchesse de San Lorenzo et de Mme Koser. Parmi les portraits d'artistes, on admirera, notamment, ceux de Mme de Chauvion, de la Comédie-Française ; de la célèbre Gaby Deslys, et de la ravissante Paulette Duval.

Par suite d'un nouveau don qui vient de frapper le général de Castelnau, sa réception à l'Académie des Jeux Floraux, fixée au 15 juin, est reportée au lundi 23 juin.

Le Consistoire du Félibrige a nommé le docteur Joseph Falen « capoulié » du Félibrige de Provence.

LE VAILLEUR.

LA CURIOSITÉ

Vente de la collection Marcel Cottrau. — Après avoir été exposée à la Galerie Petit, aujourd'hui (exposition particulière), et demain mercredi (exposition publique), M^{re} Henri Baudouin procédera, le

